

de raisons concernant la tenue de la Revue. Ils peuvent les exprimer aussi dans leur activité propagandiste, à condition d'accorder dans celle-ci la place principale à l'exposition des positions programmatiques du groupe et de montrer la subordination de leurs positions particulières à leur accord avec les positions communes du groupe. Le groupe peut donner la possibilité de s'exprimer dans la Revue à des camarades qui lui sont extérieurs.

8. Dans tous les domaines de l'activité pratique, est appliqué par tous les camarades le principe de la discipline dans l'action, par rapport aux décisions des réunions plénières ou du C.R. qui remplacent celles-ci ou les concrétisent. Provisoirement, néanmoins, jusqu'à ce que le programme d'action du groupe soit défini et sa consolidation organisationnelle soit avancée, le groupe n'impose pas, sur des problèmes d'activité extérieure s'adressant à des fractions de la classe, une discipline à des camarades qui persistent dans des positions pratiques divergentes, si ces positions s'appuient sur une expérience des conditions concrètes que ces camarades sont seuls à posséder.

9. Cette résolution a un caractère provisoire. Elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'une réunion commune des camarades de Paris et de la Province vote une résolution plus détaillée sur le fonctionnement du groupe.

NOTES.

LA SITUATION INTERNATIONALE

La caractéristique essentielle de l'évolution de la situation internationale pendant les quatre premiers mois de 1949 fut de rendre manifestes les changements qui s'étaient préparés pendant 1948. Sur le plan économique, le capitalisme entraînait dans une phase de consolidation provisoire, en même temps que les signes précurseurs de la surproduction faisaient leur première apparition. Dans la zone soviétique, l'année 1948 avait déjà vu le rétablissement de l'économie bureaucratique russe dans ses conditions « normales » (la production dépassant déjà de 18 % le niveau de 1940) et dans les pays nouvellement conquis de l'Est européen la liquidation définitive de la bourgeoisie en tant que classe et de ses représentants politiques : dès le début de 1949, le stalinisme y passait au stade de la bureaucratisation complète de leurs économies, par l'application d'une « planification » bureaucratique et par les premières mesures préparant le passage ultérieur à la « collectivisation » de l'agriculture (dont la mise au pas définitive de l'église catholique en Hongrie par l'affaire Midszenty était une condition indispensable). En Asie, le stalinisme passait à une attaque de grand style contre la Chine de Tchang-Kai-Chek, réalisait à une cadence étonnante ses objectifs et achevait virtuellement la conquête de cet immense réservoir de matières premières, de force de travail ne coûtant pratiquement rien et de masses inépuisables d'infanterie. L'impérialisme occidental en revanche arrivait à la première étape de sa préparation pour la guerre par le commencement d'un réarmement et la signature du pacte Atlantique.

De ces événements résulte à la fois une modification du rapport des forces entre le bloc américain et le bloc russe, et un allongement de la perspective de la guerre. Mais avant d'examiner ces deux questions dans le détail, il faut dire quelques mots sur le rapport de force fondamental qui existe entre les deux adversaires.

Le rapport de la production industrielle russe à celle des Etats-Unis a retrouvé aujourd'hui son niveau des dernières années d'avant guerre : la production russe représente environ les deux tiers de la production américaine, et moins d'un quart de la production mondiale. Sur le plan du rapport des économies proprement dit, le bloc occidental jouit donc d'une suprématie écrasante, à laquelle ne pourront changer quelque chose d'essentiel ni le développement de la production dans les pays stalinisés de l'Europe Orientale, ni l'industrialisation de la Chine, qui n'est pas pour demain. Le développement de la production russe elle-même n'apporterait que peu de modifications à ce rapport, car la production mondiale ne cessé de se développer, quoique dans des rythmes plus lents que les rythmes russes.

Mais déjà sur le plan de l'organisation économique, un correctif est à apporter à cette évaluation. La bureaucratie stalinienne dispose directement de la totalité de la production qui a lieu dans « ses » pays, l'orienté immédiatement vers les objectifs qui lui conviennent,

en consacre déjà une part très importante à la préparation militaire. L'impérialisme occidental est un bloc beaucoup moins organisé que le bloc russe; si les États-Unis en sont le souverain suprême, cela ne signifie pas que des conflits secondaires ne subsistent pas, qui s'effacent immédiatement dès que l'opposition commune à la bureaucratie stalinienne se fait jour, mais qui en attendant retardent, gaspillent, ajournent la coordination des économies, et ceci surtout sur le plan militaire. En définitive, il ne faut pas oublier que la lutte est une lutte entre les U.S.A. et la Russie, et beaucoup moins entre la Russie et le « reste du monde ». Ce « reste du monde » sera pour l'Amérique surtout une source de réserves matérielles et humaines, et un ensemble de bases, mais en même temps un poids par la nécessité de sa défense. En dernière analyse, les impérialistes yankees ne comptent que sur eux-mêmes, et ils ont bien raison.

Mais dans la guerre moderne, la puissance économique ne constitue qu'un des facteurs essentiels. Le véritable rapport des forces inclut nécessairement des facteurs politiques et sociaux qui jouent un rôle considérable. Jamais ceux-ci ne se sont manifestés avec autant de force que dans le cas actuel : le potentiel militaire de la Russie augmente énormément si l'on tient compte des possibilités qu'a la bureaucratie stalinienne d'utiliser pour sa guerre des fractions importantes — parfois décisives — du prolétariat des pays bourgeois et même de profiter, directement ou indirectement, de toute crise sociale chez ses adversaires.

D'autre part, le rapport de force décisif n'est pas le rapport de force tel qu'il est maintenant, pendant la « paix », mais tel qu'il sera pendant la guerre; et le déclenchement de la guerre en lui-même peut en amener une modification essentielle. C'est aussi le cas dans la période actuelle; les impérialistes américains ne comptent pas avec la force russe telle qu'elle est aujourd'hui, mais telle qu'elle sera après les premières semaines de la guerre, lorsque les Russes auront vraisemblablement occupé l'Europe continentale, des régions importantes du Proche et du Moyen-Orient, et commencé l'invasion du Sud-Est asiatique.

La suprématie économique du bloc américain, concrétisée sur le plan technique par une avance considérable dans le domaine des moyens atomiques et de l'aviation, semble donc contre-balancée par les moyens politiques que la bureaucratie stalinienne pourra mettre en œuvre et par les avantages que confère à cette dernière sa proximité des théâtres des premières opérations et la faiblesse militaire et politique des pays qui seraient le premier enjeu de la lutte.

Il y a évidemment dans tout cela un gros élément d'indétermination. Mais les forces et les faiblesses de chacun des adversaires ont, aux yeux de tous les deux, un rapport relativement équilibré dans son indétermination même. La preuve, c'est que jusqu'ici aucun des deux n'a poussé une attaque décisive contre un point considéré par l'autre comme critique. Si l'un des adversaires se considérait comme jouissant d'une supériorité incontestable, il aurait exercé sur l'autre une pression telle, que celui-ci aurait été obligé soit de reculer, soit de se défendre militairement.

Mais sur la base de cet équilibre de fond, des modifications et des variations partielles ont eu lieu depuis la fin de la guerre. Plus exactement, de 1945 à 1948, un avantage relatif se trouvait du côté de la bureaucratie russe.

Cet avantage se basait sur la supériorité manifeste que conférait au stalinisme en Europe, la crise économique, politique et sociale des pays capitalistes du continent, la force du P.C. en France et en Italie et leur possibilité d'utiliser les luttes ouvrières pour leur politique. Depuis 1948, cependant, deux éléments nouveaux sont venus modifier la situation. D'une part la position de la bureaucratie stalinienne en Europe s'est affaiblie. D'autre part, le stalinisme est en train d'achever la conquête de la Chine. Nous ne pouvons entrer ici dans l'examen

de ce dernier point, auquel nous consacrerons prochainement un article spécial. Quelques mots sur l'évolution de la situation en Europe et surtout sur l'affaire allemande sont, en revanche, nécessaires.

L'affaiblissement des positions staliniennes en Europe découle d'une série de facteurs. D'abord, l'économie capitaliste des « pays Marshall » a marqué une amélioration considérable. La production industrielle de ces pays a, au cours de 1948, retrouvé et dépassé son niveau d'avant guerre. La chute du niveau de vie ouvrier s'est considérablement ralentie; ce dernier facteur joint à la prise de conscience du rôle des P.C. par une fraction importante de la classe ouvrière, a réduit les P.C. à un isolement social que leur campagne « pacifiste » n'arrive pas à rompre. En Grèce, l'échec des partisans staliniens est presque certain. Au sein même de son bloc, le stalinisme n'a pas pu réduire la « révolte » de Tito, vieille déjà d'une année. En Allemagne enfin, la futilité du blocus de Berlin, dont l'inefficacité a été prouvée pendant onze mois, s'aggrave du fait des difficultés économiques de l'Allemagne orientale, coupée par le contre-blocus américain de l'économie de l'Allemagne occidentale dont elle était tributaire; à ceci s'ajoute l'effet détestable qu'a eu auprès de la population allemande la politique russe.

Il était nécessaire pour la politique du Kremlin d'essayer de redresser la situation. Voilà la signification des « ouvertures » russes en vue de pourparlers quadripartis sur l'Allemagne.

Il ne faut pas se méprendre sur le sens de cette initiative, qui est très limité. Le blocus de Berlin a été un « four » pour la politique russe. Ce blocus coûtait aux Américains 10 ou 20 millions de dollars par mois; aux Russes le dépérissement économique de leur zone en Allemagne, la haine de la population allemande et une figure de maitres-chanteurs — et ce qui est pire, de maitres-chanteurs ratés. Il fallait en sortir, mais en sauvant la face. On ne pouvait pas, en levant purement et simplement le blocus, avouer un échec complet. On présente donc l'affaire comme une « concession », en échange de laquelle on demandait d'autres « concessions ». Nous levons le blocus, vous levez le contre-blocus, et vous « acceptez » des pourparlers à quatre sur l'ensemble de la question allemande.

Les Américains ne perdaient rien en acceptant. Les Russes se tiraient d'un faux-pas. Mais quelle peut être la suite ?

La suite ne sera pas grand-chose. Il suffit d'y réfléchir : les Russes « insistent » pour qu'il y ait des pourparlers à quatre. Ils présentent l'accord sur ces pourparlers comme une victoire substantielle. Cela signifie, semble-t-il, qu'ils attendent quelque chose de ces pourparlers. Quoi exactement ? Quel est le règlement de la question allemande qu'ils veulent obtenir ?

Il n'y a pas de tel règlement, et les dirigeants staliniens le savent très bien. Car le seul « règlement » — l'unification de l'Allemagne — est pour eux impossible. Ils peuvent accepter le retrait des troupes d'occupation, car ce ne sont pas les divisions russes, mais le Parti Communiste-Socialiste qui est la garantie de la domination bureaucratique en Allemagne orientale. Mais ils ne peuvent pas accepter l'inclusion de leur zone dans un Etat ou une Fédération Allemande avec un gouvernement central, dont la première tâche serait l'« épuration » dans la zone orientale.

Les « discussions à quatre » sur l'Allemagne aboutiront vraisemblablement à un accord sur d'autres discussions et ainsi de suite, jusqu'au jour où une modification partielle dans le rapport de forces provoquera la rupture des discussions, et peut-être aussi d'autre chose.

Dans la cristallisation du bloc américain, le Pacte Atlantique, malgré son titre ronflant et les chichis des sénateurs yankees, est beaucoup plus une manifestation spectaculaire qu'un élément nouveau dans la situation. Que les U.S.A. entrent en guerre si un des

pays de l'Europe occidentale était attaqué, on le savait depuis longtemps. Comme le faisait remarquer un éditorial du Monde, les discussions sur l'automatisme du Pacte manquaient leur but. L'important, ce n'est pas de savoir si les U.S.A. entreraient en guerre, « c'est la forme de leur intervention militaire; un traité ne peut préciser si elle se fera exclusivement ou principalement par l'aviation, quelle importance et sur quels points se déploierait cette action aérienne, si elle serait complétée par l'envoi de divisions en Europe, quels effectifs pourraient être envoyés, où et à quel moment...; ces détails relèvent de la préparation militaire et de la stratégie, non de la diplomatie. C'est-à-dire que l'efficacité du Pacte Atlantique dépendra de la façon dont il sera mis en œuvre, plus encore que de sa signature. »

Sur ce plan qui est l'essentiel et qui n'est pas celui du Pacte, il ne faut pas oublier que le Pacte n'a rien d'un contrat entre parties égales, et que la stratégie « commune » échappe entièrement au contrôle des participants. Cette « collaboration » est déjà sous la direction exclusive de l'état-major américain, et il ne saurait en être autrement. La guerre sera donc dirigée essentiellement en fonction des nécessités et des objectifs de l'impérialisme yankee. Un Dunkerque gigantesque en sera peut-être le prix.

DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE ET DEFAITISME STALINIEN

Ce début d'année 1949 a été marqué entre autre par une recrudescence formidable de la propagande en faveur de la « Paix ». Le point de départ en sont les déclarations de Thorez et de Togliatti, immédiatement suivis par les autres partis staliniens. Ces déclarations ne se sont d'ailleurs pas bornées à réclamer la « Paix » mais ont d'ores et déjà formulé la forme concrète du « défaitisme » stalinien pendant le prochain conflit. Mais les staliniens ne se sont pas bornés à ces déclarations qui auraient pu être considérées comme banales mais ont immédiatement ajouté à leur prise de position catégorique, une propagande considérable à l'échelle mondiale.

Nous reviendrons tout à l'heure sur la signification de ce défaitisme stalinien. Pour le moment nous allons essayer de comprendre quelles sont les raisons qui ont poussé les différents partis staliniens à prendre cet engagement public catégorique sur leur attitude pendant la prochaine guerre.

Une première question se pose immédiatement à l'esprit. Ne serait-ce pas une réaction contre la peur d'être accusés de Titoïsme qui est à la base de la prise de position successive de tous les partis staliniens ? Ce facteur a sûrement joué un rôle assez important. Mais ce n'est pas le facteur déterminant.

Cette prise de position comportait certains risques assez grands du point de vue de la répression bourgeoise contre les partis staliniens pour faire hésiter Thorez à prendre une position qui n'aurait comme but, dans cette hypothèse-là, que de faire preuve d'un excès de zèle vis-à-vis de Morcou. Il serait d'ailleurs très difficile de comprendre cette attitude, au moment où cette prise de position contrecarrerait, du moins à première vue, l'évolution actuelle de la politique internationale de l'U.R.S.S. En effet on comprend difficilement qu'au moment où l'U.R.S.S. semble ne pas exclure la possibilité de discussions internationales, Thorez prenne une position qui ait pour résultat d'aggraver

le conflit entre les partis staliniens et les bourgeoisies respectives. Ceci n'est d'ailleurs qu'un aspect secondaire du problème. Car, malgré l'attitude de l'U.R.S.S. sur le plan international, nous avons pu voir que la prise de position des partis staliniens a été immédiatement approuvée et soutenue par l'U.R.S.S. elle-même; nous assistons ici à une contradiction apparente qui n'est en fait qu'une double attitude du stalinisme en tant que force sociale mondiale.

On peut considérer que la politique des différents partis staliniens depuis la « Libération » a parcouru deux étapes. De la « Libération » jusqu'à la mi-47 l'attitude des différents P.C. a été une politique qui consistait à s'emparer des rouages des différents appareils d'Etat bourgeois. Depuis la mi-47 et après une période de réadaptation de leur politique, les partis staliniens se sont engagés dans une politique de sabotage des différentes économies bourgeoises et du plan Marshall.

Utilisant pour cela la nécessité pour le prolétariat de défendre son niveau de vie en rentrant en lutte contre la bourgeoisie, les partis staliniens entraînent derrière eux une partie considérable de la classe ouvrière. Leur emprise sur la classe ouvrière leur permet de se servir de celle-ci comme d'une vaste armée de manœuvre. Mais la nécessité de leur but de sabotage des économies bourgeoises les amena à faire entrer en lutte les différentes catégories du prolétariat suivant une tactique ne pouvant aboutir à aucun résultat revendicatif pour le prolétariat. D'autre part le caractère même de la période du capitalisme décadent et l'état de décrépitude des différentes bourgeoisies occidentales, interdisait à ces dernières toutes concessions relativement substantielles au prolétariat. Il faut noter également, en fonction des deux facteurs cités plus haut l'impossibilité pour les staliniens, malgré les plus grands efforts, de politiser les luttes dans lesquelles ils engageaient le prolétariat, sans qu'apparaissent aux yeux de celui-ci les intérêts spécifiques de la bureaucratie.

Ces trois facteurs étroitement liés amenèrent le prolétariat à faire l'expérience concrète du stalinisme et à se décoller de celui-ci. Parallèlement même à ce décollement on pouvait assister à une nouvelle politique stalinienne.

Contrairement à la période précédente où la politique des partis staliniens était entièrement axée en fonction de l'utilisation de la classe ouvrière, on peut voir cette politique, d'abord passer du plan revendicatif au thème de la « Paix » et ensuite s'adresser à toutes les couches de la population. Il est un fait que ceci correspond malgré tout à une nécessité objective qui est celle de répondre à un problème qui se pose avec une extrême acuité on peut dire à la totalité de la population du globe. Ce n'est pas du tout faire de la sentimentalité que de dire que ce problème est le problème capital de la période actuelle et que sans une réponse très précise à ce problème en particulier et à tous ceux qui en découlent, il ne peut exister de plate-forme révolutionnaire. Si ce problème est capital du point de vue révolutionnaire il l'est avec autant de force du point de vue de l'impérialisme yankee et du bureaucratisme stalinien. Nous reviendrons d'ailleurs tout à l'heure sur ce problème. Mais pour le moment, il nous suffit de comprendre qu'il était d'une nécessité impérieuse pour les staliniens de répondre à ce problème d'abord du point de vue immédiat vis à vis de l'opinion mondiale, et ensuite du point de vue historique, si l'on peut dire, en donnant des réponses qui leur permettent pendant la prochaine guerre d'utiliser au maximum les forces sociales opposées à l'impérialisme yankee. En ce sens les déclarations des leaders staliniens auraient une signification très profonde qui consisterait en une sorte d'engagement public sur leur position au cours du prochain conflit. Engagement public qui ne doit pas être pris comme une sorte d'amende honorable à l'U.R.S.S., mais qui tend d'ores et déjà vers la mobilisation la plus rapide possible de la plus grande partie possible de toutes les couches de la population à l'échelle mondiale derrière